



mise à jour : avril 2017

Charte commerciale équitable des Vins Bio de Nouvelle-Aquitaine

Référencement des exigences concernant les échanges solidaires des produits viti-vinicoles bio entre les opérateurs de la région Nouvelle -Aquitaine.



SOMMAIRE

| | |
|---|----|
| I. But de la charte | 6 |
| II. Statut juridique et propriété de la marque | 6 |
| III. Gouvernance et fonctionnement de la Charte..... | 6 |
| III.1 le Comité de suivi | 7 |
| IV – Champ d’application et critères d’adhésion à la Charte commerciale VIN BIO EQUITABLE | 7 |
| IV.1 Eligibilité de l’opérateur | 7 |
| IV .2 Demande d’adhésion | 9 |
| IV.3. Formalisation de l’engagement des différents partenaires | 9 |
| IV.4. Homologation des produits..... | 10 |
| IV. 5. Conditions d’utilisation de la marque associée à la Charte..... | 10 |
| V. Engagement financier des entreprises (cf. dossier d’adhésion) | 10 |
| VI. Réglementation en vigueur..... | 11 |
| VII. Contrôles | 11 |
| VIII. Sanctions | 11 |
| IX. procédure de recours par l’opérateur..... | 12 |
| X. Evolution de la Charte commerciale VIN BIO EQUITABLE | 12 |
| ANNEXES | 14 |
| ANNEXE 1 : seuils des résidus de pesticides présents dans les vins..... | 14 |
| ANNEXE 2 : seuil par molécule pour évaluer l’absence de défaut (à titre informatif) | 14 |
| ANNEXE 3 : cahier des charges des « matières sèches »..... | 16 |
| ANNEXE 4 : fiche de procédure de gestion de crise | 17 |

La Charte commerciale solidaire des Vins Bio de la Nouvelle-Aquitaine offre :

- **Une garantie « produit »**

Les vins homologués par le comité ad hoc sont :

- produits à partir de raisins Bio,
- vinifiés selon la réglementation européenne¹,
- contrôlés systématiquement au regard des résidus de pesticides et de la qualité organoleptique,
- intégrés dans un système de suivi aval efficace et exigeant.

- **Une garantie « sociale »**, établissant des échanges transparents et basés sur la confiance entre chaque maillon de la chaîne, du producteur au metteur en marché.

- **Une garantie « environnementale »**, par l'élaboration d'un plan de progrès permanent de chaque exploitation associée à la démarche.

Les vins répondant aux critères fixés par la Charte commerciale « VIN BIO EQUITABLE » sont identifiés par un logo simple et facilement repérable par le consommateur.

Une Charte équitable portée par ses adhérents réunis par des intérêts communs :

- Favoriser un prix rémunérateur au producteur ;
- Favoriser un prix juste au consommateur ;
- Offrir un vin de qualité ;
- Pérenniser et assurer un respect mutuel dans les échanges entre les opérateurs de la filière.

¹ Réglementation parue au Journal Officiel de l'Union Européenne. Selon le règlement d'exécution (UE) N°203/2012 de la commission du 8 mars 2012 modifiant le règlement (CE) n°889/2008 portant modalités d'application du règlement (CE) n°834/2007 du Conseil en ce qui concerne le vin biologique.

PREAMBULE

La construction et la mise en place de cette présente Charte découlent de la volonté de la commission viti-vinicole bio régionale de Nouvelle-Aquitaine créée au mois de septembre 2010. Cette commission co-animée par **Interbio Nouvelle-Aquitaine** association interprofessionnelle bio régionale et **les Vignerons Bio de Nouvelle-Aquitaine (SVBA)** réunit l'ensemble des acteurs de la filière viticole : producteurs indépendants et coopérateurs, caves coopératives, négociants, chambres d'agriculture départementales. Elle a été mise en place pour répondre aux enjeux de la filière en se donnant pour mission :

- la **structuration** de la filière viti-vinicole bio régionale,
- la **promotion** des vins bio de Nouvelle-Aquitaine,
- le travail sur la **qualité organoleptique et sanitaire** des vins bio.

Interbio NA et le SVBA assurent la structuration de la filière, l'appui technique et commercial auprès de leurs adhérents respectifs. Cet accompagnement et ces appuis sont également mis à disposition pour les adhérents de la charte VIN BIO EQUITABLE.

Les acteurs souhaitant adhérer à la charte s'accordent sur la **volonté de pérenniser et développer l'agriculture biologique tout en assurant une valorisation du travail agricole par sa juste rémunération.**

Le principe de cette présente charte est d'instaurer **un partenariat durable, équitable et solidaire** entre les acteurs de la filière biologique viticole. Les moyens mis en œuvre doivent avoir comme finalité une garantie de la qualité des produits, le respect entre opérateurs, le développement, la structuration, la pérennité de la filière viticole et de l'activité de ses opérateurs.

DEFINITIONS

Comité de suivi = comité chargé du suivi et du contrôle du respect de la Charte sur l'ensemble des étapes.

HACCP = système qui identifie, évalue et maîtrise les dangers significatifs au regard de la sécurité des aliments. L'HACCP s'intéresse aux 3 classes de dangers pour l'hygiène des aliments : les dangers biologiques (virus, bactéries...), les dangers chimiques (pesticides, additifs...), les dangers physiques (bois, verre...).

Suivi aval = Il sera assuré régulièrement par une dégustation annuelle à l'aveugle où seront conviés tous les opérateurs adhérents à la Charte (producteurs, metteurs en marchés, etc.). L'évaluation se basera sur les décisions des dégustateurs qui ne sont pas jugés partis : consommateurs, œnologues, etc. afin d'assurer une indépendance vis-à-vis du produit jugé. Cette procédure aval se réalisera sur des produits relevés en rayon et permettra d'assurer le suivi d'une qualité organoleptique des vins sous Charte.

ABREVIATIONS

| | |
|--------------|---|
| FVB | France Vin Bio |
| FSC | Forest Stewardship Council |
| HACCP | Hazard Analysis Critical Control Point |
| NOP | National Organic Program |
| OC | organisme certificateur |
| ODG | Organisme de Défense et de Gestion |
| PEFC | Plan European Forest Certification |
| SVBA | Les Vignerons Bio de Nouvelle-Aquitaine |

I. But de la charte

La Charte commerciale VIN BIO EQUITABLE a pour but de proposer au consommateur des **vins Bio OPTIMUM** tant en termes de qualité sanitaire et organoleptique, qu'en termes de condition de production.

Le logo associé à la Charte permet à la fois une identification directe par le consommateur, et des campagnes de promotion ciblées.

La Charte a également pour vocation de consolider le dialogue entre les différents acteurs de la filière Vin Bio, du producteur au metteur en marché, et d'accélérer ainsi la structuration de la filière. Elle doit enfin permettre à chacun des intervenants de s'inscrire dans un cercle vertueux, permettant **une marche en avant réelle sur les plans qualitatif, économique et environnemental.**

II. Statut juridique et propriété de la marque

La marque de cette présente Charte est une marque figurative collective (dépôt INPI : 11 3828745 / 12 3 895 468 / 12 3 895 471 / 12 3 895 466 / 13 4 037 754)

La marque se compose d'un logo et de l'expression « Vin Bio Equitable ».

La marque est la propriété exclusive de :

L'association à caractère interprofessionnel Interbio Nouvelle-Aquitaine dont le siège social est situé à la Cité Mondiale, 6 Parvis des Chartrons, 33075 BORDEAUX Cedex

ET

Du Syndicat des Vignerons Bio d'Aquitaine dont le siège social est situé au 7 Grand Barrail, 33570 MONTAGNE.

La marque Vin Bio Equitable est régie par le Code de la Propriété Intellectuelle. Elle est, notamment, incessible et insaisissable, conformément à l'article L715-2 de ce Code.

Toute imitation, contrefaçon, usage contraire au présent cahier des charges de la marque collective peut faire l'objet de poursuites judiciaires.

III. Gouvernance et fonctionnement de la Charte

Le présent cahier des charges définit les conditions d'utilisation de la marque collective de certification.

Les propriétaires de la marque (Interbio Nouvelle-Aquitaine et le SVBA) assurent la gestion de la marque collective de certification.

Un comité de suivi commun aux deux organismes copropriétaires est institué. Le comité de suivi délivre, sur rapport des organismes de contrôle, les autorisations d'utilisation de la marque de certification.

III.1 le Comité de suivi

Composition et rôle

Le comité de suivi est composé des membres de la commission vitivinicole à savoir des :

- **représentants de producteurs ;**
- **représentants de caves coopératives. Les représentants devront être des viticulteurs-coopérateurs en conversion ou certifiés bio ;**
- **représentants de négociants.**

Le comité de suivi peut être assisté, lorsqu'il le juge utile, par toute personne qualifiée de son choix et convoquée par ses soins.

Le comité de suivi a pour mission :

- **d'instruire les demandes d'adhésion** à la Charte,
- **de surveiller la bonne application de la Charte**, ce qui suppose en particulier, la vérification du **respect de toutes les obligations** posées par la Charte : vérification du critère « rémunération du producteur (vigneron ou coopérateur) » sur la base de documents contractuels rendus anonymes et du critère « qualité » par la dégustation à l'aveugle.
- une **surveillance régulière des transactions commerciales** entre les différents adhérents à la Charte,
- le respect d'un **suivi aval des produits** présentant le logo de la Charte.

Prise de décision

Le quorum nécessaire à l'adoption d'une décision par le comité de suivi est fixé à 6 membres.

Les décisions sont prises par consensus.

Toutefois, en cas de désaccord, la décision peut être soumise au vote. Chaque collègue est doté d'une voix.

IV – Champ d'application et critères d'adhésion à la Charte commerciale VIN BIO EQUITABLE

IV.1 Eligibilité de l'opérateur

L'adhésion des opérateurs à la présente Charte est **volontaire**.

Peuvent adhérer à la Charte les opérateurs économiques, quelle que soit leur forme juridique, qui produisent du vin issu de raisins de l'agriculture biologique au sens du règlement (CE) n°834/2007 et qui respecte la réglementation européenne sur la vinification biologique.

L'adhésion à la Charte entraîne, pour le producteur adhérent, l'obligation :

- De **respecter le mode de production biologique** du raisin au sens du règlement (CE) n°834/2007,
- De vinifier son raisin en respectant la réglementation européenne sur la vinification biologique,
- De respecter les obligations légales relatives à la **mise en place d'une traçabilité amont et aval**. L'opérateur s'engage en particulier, en adhérant à la Charte, à mettre en place un suivi aval de sa production.
- De réaliser des **analyses de résidus de pesticides** sur tous les lots entrant dans le champ d'application de la présente Charte et à respecter les seuils tels que définis en annexe 1 du présent document.
- De réaliser des analyses permettant de contrôler objectivement la qualité des lots entrant dans le champ d'application de la présente Charte et à respecter les seuils fixés par les ODG, seuils qui garantissent **l'absence de défaut majeur**.
- De respecter le cahier des charges « Matières sèches » tels que défini en annexe 3 de la présente Charte.
- De respecter des **relations « solidaires » et « d'équité » réciproques**, ce qui suppose :
 - La **transparence des transactions** entre les systèmes individuels de production (viticulteur indépendant) ou les systèmes collectifs (groupements de producteurs) et les intermédiaires de distribution (négociants). En particulier, l'opérateur adhérant à la Charte s'engage à communiquer au comité de suivi ses contrats ou autre document contractuel (facture, etc.) relatif à la vente ou à l'achat de vin. (documents qui seront rendus anonymes par le Comité de Suivi).
 - Seuls les adhérents cotisants auront accès à la transparence des données concernant leur produit dans le circuit concerné.
 - L'obligation, pour chaque viticulteur adhérent, de **connaître son coût de production**. Interbio Nouvelle-Aquitaine et le SVBA pourront éventuellement accompagner le viticulteur dans la détermination de ses coûts de production avec la mise à disposition d'une trame méthodologique pour **favoriser un prix rémunérateur et un prix juste au consommateur**.
 - Le respect de l'utilisation du nom de château tel qu'il est stipulé dans l'article 13-4° du décret du 19 août 1921² et l'engagement de **respecter les différents circuits de commercialisation**, ce qui suppose l'utilisation différenciée du nom de châteaux et/ou des noms de cuvée.
 - **L'utilisation ou la création d'une étiquette dédiée aux volumes agréés Vin Bio Equitable** (ex : nom de cuvée spécifique) pour les circuits **GD et Export**.
 - Avoir une **politique de commercialisation pérenne et durable**, avec des engagements transparents et formalisés entre opérateurs (via la signature et l'adhésion à la Charte pour les deux parties concernées par les échanges commerciaux)

² Article toujours en vigueur et pris pour application de la loi du 1^{er} août 1905 sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises et des falsifications des denrées alimentaires et des produits agricoles, indique que l'utilisation du mot « château » est interdite sauf lorsque les vins :

- Bénéficient d'une appellation d'origine contrôlée (cf. art. L.644-2 du code rural précité)
- Et sont issus d'une exploitation agricole existant réellement et exactement qualifiée par ce mot.

- La mise en place **d'un plan de progrès de l'exploitation sur le plan environnemental, social et économique** présenté pour avis au Comité de suivi.

Le respect de ce présent référentiel autorise l'opérateur adhérent à apposer sur ses produits le logo de la Charte, dans le respect des obligations définies par la charte graphique.

IV.2 Demande d'adhésion

Tout opérateur souhaitant adhérer à la Charte devra compléter **le dossier d'adhésion** qu'il transmettra auprès **du comité de suivi**, dont le secrétariat est établi auprès de l'association Interbio Nouvelle-Aquitaine.

Le dossier d'adhésion devra engager un volume minimal de 50 hl par demandeur.

Le dossier de demande, pour être recevable, doit contenir les pièces suivantes :

- bulletin d'adhésion de la cave particulière ou coopérative
- bulletin d'adhésion du metteur en marché
- fiche produit
- fiche de cotisation : part fixe
- fiche de cotisation : part variable
- fiche de commande de collerettes
- récapitulatif des éléments à fournir
- Un plan de progrès sur les plans environnemental, social et économique présenté par le demandeur
- L'attestation de la juste rémunération signée par le producteur pour le cas d'un chai particulier
- L'attestation de la juste rémunération signée par le coopérateur représentant les coopérateurs bio de sa cave coopérative.

Le secrétariat du comité de suivi s'assure de la recevabilité de la demande et sollicite, autant que de besoin, les compléments d'informations permettant d'atteindre l'éligibilité auprès du demandeur.

Toute demande recevable est présentée au comité de suivi, qui en assure l'examen.

Le comité de suivi se réserve le droit de demander des précisions quant à la demande d'adhésion ou d'inviter le candidat à venir présenter son projet.

En cas de refus de la demande d'adhésion, le comité de suivi en informe l'opérateur candidat et précise les motifs de ce refus. Le comité de suivi invite l'opérateur à présenter ses remarques, par écrit ou oralement lors d'une session du comité de suivi.

IV.3. Formalisation de l'engagement des différents partenaires

Les différents partenaires s'engagent par signature du dossier d'adhésion sur un produit dont le millésime, l'appellation, la couleur, le volume global engagé, les prix pratiqués et les circuits de distribution sont connus.

IV.4. Homologation des produits

Lorsque le comité de suivi constate que les obligations de la présente Charte sont remplies, l'opérateur demandeur se voit notifier **une autorisation d'utilisation du logo de la Charte**.

La validation de l'adhésion ne s'applique que pour des vins mis en bouteilles.

Dans le cas de vins encore en cuve, une étude du dossier peut être réalisée par le Comité de suivi « avant mise » (évaluation des critères rémunération et dégustation) mais celle-ci sera définitivement confirmée qu'après une seconde étude des analyses et dégustation « après mise » afin de s'assurer de la conformité du produit « avant » et « après » mise.

Cette autorisation mentionne toute précision utile quant au produit homologué, et au minimum le type de produit, le nom ou les noms de châteaux, le millésime, le ou les numéros de lot, la quantité produite.

L'opérateur s'engage à signaler au comité de suivi tout changement de situation et/ou toute modification portée sur le ou les produits rentrant dans le champ d'application de la Charte susceptibles de remettre en cause le respect de l'article IV 1. L'opérateur informe le comité de suivi de l'épuisement des produits homologués.

IV. 5. Conditions d'utilisation de la marque associée à la Charte

L'opérateur adhérent peut apposer le logo sur l'étiquetage, l'emballage, la publicité des produits rentrant dans le champ d'application de la Charte, dans le respect de la charte graphique définie à l'annexe 4. Le logo de la Charte doit **obligatoirement figurer, au minimum, sur l'étiquette de façade et/ou sur un support de communication directement associé sur le produit (collerette, cravate, pyramide)**.

La marque associée ne saurait se substituer aux marques de l'opérateur, ni à aucune mention légale.

Le suivi aval pourra déclasser un produit s'il s'avère porteur de défauts majeurs détectés lors de cette étape. Ce dernier pourra donc être déclassé durant une année et un accompagnement technique sera proposé pour reclasser les produits l'année suivante.

V. Engagement financier des entreprises (cf. dossier d'adhésion)

Un producteur qui sollicite l'adhésion à la Charte VIN BIO EQUITABLE verse, pour l'usage de la marque, à l'association Interbio Nouvelle-Aquitaine une cotisation annuelle fixée à 50 € HT pour les adhérents à Interbio et SVBA et 100 € HT pour les non adhérents.

La cotisation des caves coopératives et des metteurs en marché adhérents à Interbio Nouvelle-Aquitaine est fixée à 100 € HT et 200 € HT pour les non adhérents.

Cette part fixe est complétée par une part variable qui s'élève à :

- 3€ HT/hl pour des volumes engagés compris entre 0 hl et 1 000 hl,
- 2€ HT/hl pour des volumes engagés compris entre 1 000 hl et 3 000 hl
- 1,50 €HT /hl pour des volumes engagés au-delà de 3 000 hl.

Le producteur s'engage à régulariser annuellement sa part fixe et variable, ainsi que l'acheteur ; ce qui permet une répartition équitable entre le producteur et l'acheteur.

VI. Réglementation en vigueur

Le respect du présent cahier des charges n'est pas exclusif du respect des réglementations en vigueur, notamment celles applicables au mode de production biologique.

VII. Contrôles

Le contrôle du respect des exigences de la Charte est assurée par le comité de suivi sur la base des documents de contrôle assuré par les OC.

Chaque opérateur s'engage à mettre en place **une procédure de retrait** (cf. annexe 5). La mise en application de la gestion de crise sera fonction de l'écart au règlement tel qu'il est stipulé à l'article VIII.

Une dégustation annuelle à l'aveugle des vins sous Charte, rendus anonymes, sera réalisée par les producteurs et metteurs en marché concernés. Cette dégustation suivra une procédure³ qui permet de juger les vins sur la base de commentaires et/ou notation.

VIII. Sanctions

En cas de non-respect de la présente Charte, le comité de suivi peut appliquer l'une ou plusieurs des sanctions suivantes, proportionnellement à la gravité de l'irrégularité ou de l'infraction constatée :

- Transmission à l'opérateur concerné d'un **avertissement** mentionnant l'irrégularité constatée, ainsi qu'un **délai de mise en conformité d'une durée de un mois**. Le comité de suivi ne peut alors transmettre l'attestation de respect du présent cahier des charges qu'une fois les mesures correctives mises en place par l'opérateur ;
- Obligation d'éliminer toute référence à la Charte et à sa marque associée sur les produits en infraction et sur tout document les accompagnants ou y faisant référence. Cela suppose la mise en place, par l'opérateur concerné, d'une **procédure de retrait** des produits en cause. Dans ce cas, le comité de suivi transmet aux partenaires notifiés dans la demande d'adhésion de l'opérateur la mesure de suspension dont ce dernier fait l'objet. L'opérateur ne pourra utiliser de nouveau la marque associée que suite à une nouvelle autorisation par le comité de suivi, après vérification de la mise en conformité de l'opérateur :
 - Lorsqu'une **infraction grave** ou une infraction avec effet prolongé est constatée, le comité de suivi peut **interdire l'utilisation** d'utiliser la marque associée à la Charte pour les produits en infraction.

³ Procédure de dégustation en annexe du règlement intérieur au Comité de suivi

- Lorsque l'infraction constatée révèle une volonté délibérée de se soustraire au respect du présent cahier des charges, l'interdiction d'utiliser la marque peut être notifiée à l'opérateur par le comité de suivi, et vaut dans ce cas pour l'ensemble de ses produits. Le comité de suivi peut restreindre une telle interdiction pour une durée limitée.
 - ⇒ Dans ces derniers cas, le comité de suivi transmet aux partenaires notifiés dans la demande d'adhésion de l'opérateur la mesure d'interdiction dont ce dernier fait l'objet.

Le comité de suivi se réfère le droit d'engager des poursuites judiciaires en cas d'atteinte à la notoriété de la marque associée à cette présente Charte.

IX. procédure de recours par l'opérateur

Si la dégustation à l'aveugle par les membres adhérents confirme que le vin ne peut bénéficier de la marque associée à la charte, l'opérateur demandeur peut lancer une procédure de recours. Cette procédure sera constituée par une demande de recours écrite et adressée au comité de suivi (par lettre recommandée) en précisant la référence du produit pour lequel il demande un recours.

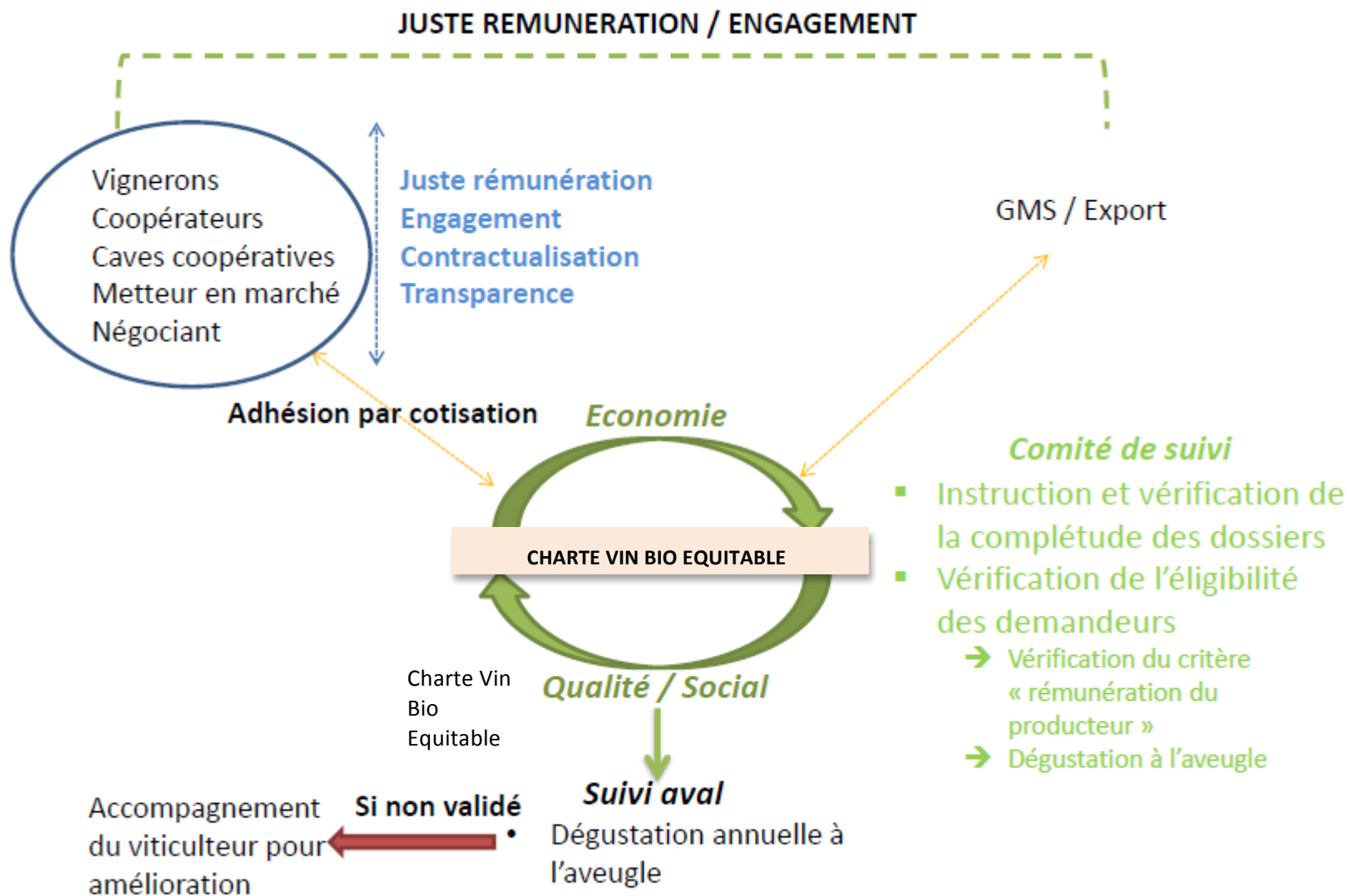
Le comité de suivi disposera d'un délai de 3 mois à partir de la réception du courrier pour répondre à la demande de recours établie.

X. Evolution de la Charte commerciale VIN BIO EQUITABLE

Seul le Comité de suivi de la Charte est habilité à modifier le présent cahier des charges. Un opérateur contrôlé souhaitant modifier le présent cahier des charges peut saisir le Comité de suivi qui se prononce dans un délai de trois mois.

Toute modification du présent cahier des charges sera immédiatement communiquée aux opérateurs adhérents contrôlés et aux organismes de contrôle.

FONCTIONNEMENT DE LA CHARTE VIN BIO EQUITABLE



ANNEXES

ANNEXE 1 : seuils des résidus de pesticides présents dans les vins

(Évaluation réalisée lors du passage en comité de suivi)

ANNEXE 2 : seuil par molécule pour évaluer l'absence de défaut (à titre informatif)

Molécules à considérer pour évaluer l'absence de défaut

ANALYSE MULTIRÉSIDUS DES DÉFAUTS ORGANOLEPTIQUES

[Source : <http://www.laboratoire-oenologique.com/site/organoleptique.html>]

Ce profil olfactif rapide est la meilleure estimation du risque de contamination de vos vins afin de constituer **un véritable « indicateur qualité »** garant d'un vin aux réelles qualités gustatives.

Le dosage de l'ensemble de ces molécules cibles est une démarche analytique indispensable afin de garantir la qualité des vins et la nature des problèmes liés aux « mauvaises odeurs ».

| Symbole | Nom de la molécule | Odeur caractéristique | Origine | Seuil olfactif dans le vin |
|---------|------------------------------|---|---|----------------------------|
| IBMP | 2-Isobutyl-3 méthoxypyrazine | Végétale, poivron vert | Manque de maturité, cabernet sauvignon | 15 ng /l |
| EP | 4-Ethylphénol | Ecurie, cuir, animale | Levures Brettanomyces | 430 µg/l |
| EG | 4-Ethylguaïacol | Epicée, pharmaceutique | Levures Brettanomyces | 33 µg/l |
| Géo | Géosmine | Terreuse | Moisissures sur le raisin genre Pénicillium | 50 ng/l |
| TCA | 2,4,6-Trichloroanisole | Goût de bouchon, atmosphère des chais, bois traités, champignons bouchon. | Bouchon, atmosphère des chais, bois traités | 3 ng/l |
| TeCA | 2,3,4,6-Tetrachloroanisole | Moisie, poussiéreuse | Bouchon, atmosphère des chais, bois traités | 15 ng/l |
| TBA | 2,4,6- Tribromoanisole | Moisie, fongique | Action des moisissures | 3 ng/l |
| PCA | 2,3,4,5,6-Pentachloroanisole | Poussiéreuse | Bouchon, atmosphère des chais, bois traités | 1500 ng/l |

La 3-isobutyl-2-méthoxypyrazine (IBMP) est le principal composé responsable des arômes de poivron vert dans les vins de cabernet-sauvignon. Il peut contribuer à donner des notes végétales, herbacées liée à un manque de maturité du raisin.

L'analyse des phénols volatils (EG/EP) apporte une information précise sur la contamination du vin par les levures *Brettanomyces* dans le vin.

La Géosmine (Géo) est un composé à fort pouvoir odorant, qui a une dominante terreuse-moisie très marquée. Ce composé se forme sur les raisins par l'intervention d'un champignon *Penicilium* qui coexiste avec *Botrytis cinerea* dans la pourriture grise. La Géosmine est par conséquent présente dans les vins issus de raisin ayant un mauvais état sanitaire.

Les chloroanisoles, le trichloroanisole (TCA), le tetrachloroanisole (TeCA), le pentachloroanisole (PCA) et le Bromoanisole (TBA) sont des molécules à fort pouvoir odorant, très majoritairement responsables des goûts de bouchon ou de moisi présents dans les vins.

La présence de ces composés dans le vin est souvent due à une contamination:

- Par l'atmosphère des chais : présence de bois traités (charpente, palette ...),
- Par le bouchon,
- Ou par les produits de traitement aérocontaminés (colle, plaque de filtration...).

Dans les vins, les odeurs à caractère « moisi » font parties des défauts organoleptiques les plus désagréables et les plus sévèrement jugés par les dégustateurs, mais aussi par les consommateurs.

Les chloroanisoles, et en particulier le 2,4,6-trichloroanisole (TCA) et le 2,3,4,6-tétrachloroanisole (TeCA) représentent les composés les plus fréquemment identifiables dans les vins jugés « moisis » ou « bouchonnés » à la dégustation.

EVALUER LES DEFAUTS EN FONCTION DES COULEURS DE VIN : MOLECULES A CONSIDERER

[Source : avis des professionnels du groupe de travail sur la Charte]

| Couleur de vin | Molécules à surveiller | Seuil |
|----------------|---------------------------------|-------|
| Blanc | Ethanal | |
| Rosé | Ethanal | |
| Rouge | Ethylphénol Acidité volatile | |

ANNEXE 3 : cahier des charges des « matières sèches »

La présente Charte favorise l'utilisation de matières sèches respectueuses de l'environnement en cohérence avec le mode de production biologique :

- A exclure

Capsules à vis de bouchage

Bouchons synthétiques

Bouteilles en plastique

- A utiliser de préférence

Bouchons en liège, de préférence marque FSC (Forest Stewardship Council) ou issus de liège certifié bio.

Etiquettes éditées par un imprimeur certifié IMPRIM'VERT

Cartons recyclés à faible grammage (ex : carton simple cannelure, écru,...)

Bouteilles allégées en verre recyclé

Bag In Box autorisé

ANNEXE 4 : fiche de procédure de gestion de crise

| | | |
|----------------------------------|---|--|
| NOM ENTREPRISE | PROCEDURE DE GESTION DE CRISE <i>Création : novembre 2011</i> | |
|----------------------------------|---|--|

Objet

Cette procédure vise à assurer la gestion efficace d'une situation de crise affectant la sécurité alimentaire du produit.

Procédure de retrait

Cette procédure sera déclenchée dans le **cas d'une anomalie** sur le produit sans qu'il n'y ait **aucun risque pour le consommateur** (défauts d'étiquetage, défaut organoleptique, ...).

1. **Avertir** (*préciser contact*) et/ou le responsable qualité afin de pouvoir coordonner les opérations de retrait.
2. **Identifier** précisément le produit concerné : numéro(s) de lot, date de mise en bouteilles.
3. Prendre **contact avec le responsable qualité** de(s) enseigne(s) concernée(s) par les produits défectueux (en dehors des heures ouvrables, contacter le numéro d'urgence fournit par l'enseigne).
4. **Arrêt de la commercialisation** du produit concerné et identification du lot non-conforme, puis isolement de celui-ci.
5. Rechercher les plates-formes livrées en fonction du numéro de lot et répertorier les quantités à rapatrier par base.
6. Contacter un transporteur et organiser le rapatriement en concertation avec les différentes bases.